

édito

Dépenses publiques : le trou noir français.

Par **Bruno North**,

Président du Centre National des Indépendants et Paysans.



Une dette publique chiffrée désormais à 108,3% du PIB (15% en 1970) en passe de devenir le premier poste de dépenses de l'Etat, des déficits publics établis en 2023 à 4,7 % du PIB...

La France, si elle n'est pas encore tout-à-fait en état de faillite comme le déclarait en septembre 2007 le Premier ministre François Fillon, se retrouve parmi les derniers de la classe européenne ; derrière la Grèce, le Portugal, l'Italie et l'Espagne. Et si, au grand soulagement du gouvernement, elle échappe provisoirement à la dégradation de sa note par l'agence « Standard & Poor's », elle voit celle attribuée par « Fitch » abaissée à AA-.

En cédant, par faiblesse, depuis quatre décennies à toutes les revendications syndicales, en obérant le budget de la Nation par des mesures indues commandées par la démagogie, en refusant de prendre à bras le corps la question du train de vie de l'État, les exécutifs successifs ont enfermé le pays dans une spirale insensée où l'argent magique et l'emprunt facilité par les taux bas ou nuls, tenaient lieu de politique budgétaire. Le « quoi qu'il en coûte » n'a pas commencé avec la gestion macronienne de la crise du COVID.

Aujourd'hui les taux remontent tandis que la confiance des marchés baissent. Sauf à se diriger vers une situation économique semblable à celle de la Grèce il y a quinze ans, chacun sait bien que des mesures fortes doivent être prises.

C'est bien sûr l'avis du ministre français de l'Economie et des Finances qui vient, en compagnie du ministre du budget Gabriel Attal d'annoncer que le gouvernement s'apprêtait à "tailler dans les dépenses publiques". Il serait temps, en effet.

Mais qu'envisage-il, ce ministre, plus occupé à publier ses romans torrides qu'à se pencher sur les équilibres fondamentaux du pays ? Pour réaliser concrètement ce cisailage que la situation de nos comptes exige comme la simple gestion de bon sens d'une gestion « en bon père de famille » des deniers publics ?

Bruno Le Maire a la solution : réduire les dépenses liées à la santé des Français, rogner sur les remboursements des soins en particulier dentaires, baisser les avantages fiscaux sur le carburant accordés aux routiers, aux agriculteurs et aux Français dont le métier exige l'usage quotidien de leur voiture, supprimer certaines aides au logement ! Une fois de plus, les Français – singulièrement les classes moyennes – devront payer...

Pourtant, les vrais champs d'économie sont nombreux.

D'abord une cure d'amincissement de la fonction publique en supprimant les postes inutiles, faisant double emploi ainsi que les sinécures bien utiles pour récompenser les féaux mais sans avantage pour l'intérêt général.

Baisser les dépenses d'intervention de l'Etat hors devoirs régaliens.

D'abord une cure d'amincissement de la fonction publique en supprimant les postes inutiles, faisant double emploi, ainsi que les sinécures bien utiles pour récompenser les féaux, mais sans avantage pour l'intérêt général.

Baisser les dépenses d'intervention de l'Etat, excepté ses missions régaliennes.

Faire la chasse aux fraudes fiscales (entre 80 et 100 milliards annuels) et sociales (2,8 milliards). A cet égard le plan présenté par le ministre des comptes publics début juin paraît bien timide, pour ne pas dire timoré.

Suite de l'édito de Bruno North : page 3

Sommaire

- 2 Libres Propos...
L'enjeu des européennes
de 2024
par Tarick Dali
- 3 Assemblée Générale
du CNIP
dans les Alpes-Maritimes
- 4 Actualités Fédérations :
Les Alpes-Maritimes
en AG : suite.
À Paris...
Ça bouge en Ile de France

Suivez-nous sur Twitter

Une sélection de comptes Twitter auxquels s'abonner pour suivre l'actualité politique et médiatique du CNIP et de ses cadres :

- ▶ **Le CNIP:** @CNIP_FR
- ▶ **Le président**
Bruno North: @BrunoNorthCNIP
- ▶ **Le délégué général aux études**
Jean-Paul Tisserand:
@JP_Tisserand
- ▶ **Le vice-président**
Thierry Gourlot: @TGourlot
- ▶ **ou encore**
Gilles-William Goldnadel:
@GWGoldnadel
- ▶ **Clément Galante:**
@Galanteclement

L'enjeu des européennes de 2024



Inutile d'insister sur la dérision consistant à prétendre organiser des « états généraux de la droite » autour d'une formation politique qui a péniblement franchi le seuil du million et demi d'électeurs en ignorant les douze autres millions qui se sont prononcés autant à droite qu'eux. Il s'est même trouvé, comme le rapporte l'excellent média en ligne Atlantico, un conseiller parlementaire du parti à s'émouvoir de la « zemmourisation » de celui-ci au motif qu'y étaient conviés Mathieu Bock-Côté et Éric Naulleau. Tentons au moins de dénicher ce qui a pu être dit d'intéressant, d'utile ou de constructif pour la droite, c'est-à-dire au bout du compte pour la France, au cours de ces prétendus « états généraux ». La réponse est limpide: rien. Les chroniqueurs ne s'y sont d'ailleurs pas trompés qui, comme le dit toujours Atlantico, n'y ont accordé qu'une attention plus que mesurée d'autant que les candidats putatifs à l'élection présidentielle de 2027 étaient absents.

Gangrené par le juppisme depuis près de quarante ans désormais, la formation autoproclamée droite de gouvernement, avec s'il vous plaît, trente-trois ministres d'un cabinet fantôme à la britannique, est une armée mexicaine qui compte plus de cadres et d'élus que d'électeurs. Elle se réjouit, mais ne l'avouera jamais, que Macron ne puisse pas briguer un troisième mandat dans quatre ans, pour revenir au pouvoir dans les bagages d'un Édouard Philippe qui a déjà lancé son offensive pour les contourner par la droite, d'un Le Maire, d'un Darmanin ou, mieux encore, d'un Bertrand qui préfère les communistes au RN mais qui, lui, au moins, ne s'est jamais compromis avec Macron.

Pas la moindre réaction contre la dernière lubie du Premier ministre de ce gouvernement minoritaire, le « savoir vert » au collège ; autrement dit l'institutionnalisation du formatage des esprits dont les dégâts les plus flagrants sont les dépressifs du climat qui croient ne pas pouvoir vivre au-delà de 25 ans faute de coercition. Pendant ce temps-là, on ne sait

toujours ni lire ni écrire ni compter à la fin du collège. Que dire des lobbies LGBTQYWZAB, etc, qui ont porte ouverte dans ces mêmes collèges ?

La France engrange cette année des records de recettes fiscales en consolidant son rang de pire enfer fiscal du monde mais son endettement dépasse la richesse qu'elle produit en une année. Les « états généraux » ont-ils dit quoi que ce soit contre le fait qu'à eux seuls nos concitoyens financent un sixième des dépenses sociales du monde entier, c'est-à-dire que si tous les pays du monde avaient la même protection sociale, à eux seuls, les Français acquitteraient celle de toute la population de la Chine ?

Le Sénat s'est penché récemment sur la façon d'amodier la tragédie de la loi « climat et résilience » pour tenter d'amortir la tragique crise immobilière qui se profile. M. Ciotti et ses sbires avaient-ils voté une motion de censure pour empêcher cette folie ? Non. Pas plus qu'ils n'ont déposé le moindre texte pour mettre fin à la terreur écologique qui, non contente de produire des générations de dépressifs, ruintera définitivement notre pays et lui promet un parc automobile à la cubaine : les automobilistes rafistoleront comme ils pourront, des décennies durant, leurs vraies voitures à essence puisqu'on leur interdira de s'en procurer de nouvelles. Plus généralement, l'opposition parlementaire s'est elle saisie de la folie consistant à faire croire qu'on est capable de changer le climat à coups de menaces, d'interdictions, de dépressions dans le pays industrialisé le plus propre du monde ? Bien au contraire, elle accompagne la marche vers l'abîme.

Lorsque M. Macron se pavane en se vantant de réindustrialiser le pays avec 200 emplois quelque part comme si d'ailleurs c'était lui qui les créait, après que la seule industrie automobile en aura perdu 100 000 depuis onze ans qu'il est aux affaires, M. Ciotti et son équipe déposent-ils une motion de censure ? Si c'est le cas, personne ne s'en sera aperçu.

Si une idée parmi tous ces thèmes pouvait surgir, on pourrait essayer de s'en contenter. Il ne faut pas y compter.

Instruits de cela, les Français de bonne volonté ont une arme fatale à leur disposition : se saisir des élections européennes de juin 2024 pour faire en sorte que la France soit le seul grand pays d'Europe à n'avoir aucun député du plus grand parti à Strasbourg, le PPE. C'est le prix à payer pour que, enfin débarrassée des imposteurs, la vraie droite s'ouvre un chemin.

Tarick Dali





Suite de l'édito de Bruno North

Redécoupage des territoires avec suppression d'un échelon, le département ou la région. Nicolas Sarkozy avec son statut de l'élu territorial n'avait fait qu'ébaucher le processus.

En 2009 une étude de l'INSEE chiffrait à un peu moins de 10 milliards les économies réalisées en cas de fusion par la suppression d'une des deux entités territoriales et la fin des doublons de compétences.

Enfin, l'immigration. Nous n'entrerons pas ici dans les querelles de chiffres. Officiellement son coût est estimé entre 5,2 milliards et 6,7 milliards d'Euros. Pour le Rassemblement National il est de 10 à 40 milliards tandis que l'essayiste Jean-Paul Gourévitch avance le chiffre de 50 à 60 milliards. Quel que soit le montant réel, une politique de contrôle de l'immigration légale et de lutte sans merci contre les flux illégaux y compris le détournement du droit d'asile, permettraient de larges économies. A commencer par les 1,2 milliards de l'Aide Médicale d'État (AME).

Ces mesures de bon sens, autant que de salubrité économique, devront figurer en bonne place dans les projets présidentiels et législatifs de ce qui est aujourd'hui l'opposition nationale, alors que ces sujets n'avaient pratiquement pas été abordés en 2017.

Mais il nous faut aller plus loin pour que « les Droites » puissent remporter effectivement les prochaines échéances électorales, tant européennes que nationales. Il est absolument nécessaire et indispensable que nos thèmes, que notre vision de l'avenir de notre Pays forment le « noyau dur » des campagnes électorales à venir et que l'entente des droites devienne enfin une réalité.

Ce n'est qu'à ces conditions que nous gagnerons ! Le CNIP contribuera pleinement à la réussite de cet objectif.

Bruno North, *Président du CNIP*

Assemblée générale du CNIP dans les Alpes-Maritimes



En ma qualité de Président de la Fédération des Alpes Maritimes, J'ai eu le plaisir, d'accueillir en ce vendredi 23 Juin 2023 à Nice, notre Président

Bruno North et son Secrétaire Général Jean-Thierry Guilleré-Delangre pour notre Assemblée Générale annuelle.

Outre la lecture du rapport moral et de gestion, votés à l'unanimité, ce moment d'échanges a permis à nos nouveaux adhérents d'entendre une intervention de Bruno North centrée sur le développement de notre mouvement politique et notamment sur ses actions auprès des élus locaux ruraux.

C'était l'occasion pour Bruno North d'affirmer que nous affichons sans complexes nos choix de voir aboutir une réforme profonde de la fiscalité ; de voir les entreprises libérées des entraves à la création d'emplois ; que l'État mette en œuvre une véritable maîtrise de l'immigration ; de renforcer la sécurité intérieure et extérieure de notre pays ; d'avoir un état de droit fort ; que notre agriculture assure pleinement sa mission première de nourrir les

Français ; que ne soient plus oubliés nos territoires ruraux ; que l'Éducation Nationale se recentre sur ses missions essentielles de transmission des savoirs ; d'affirmer notre volonté européenne dans le respect de l'identité et de la souveraineté de chaque nation.

Nous avons validé les commissions de travail ainsi que les nominations de leurs responsables pour formuler des propositions politiques en ce sens.

- ① **Économie - Entreprise et Fiscalité** : D. SFECCI
- ② **Relation Élus - Communauté d'Agglomération de la Riviera Française** : J-C STORAI
- ③ **Métropole** : J-P MANGIAPAN
- ④ **Fonction Publique** : T. BARBIER
- ⑤ **Association et Sport** : V. RICCOBONO
- ⑥ **Commission Jeunes** : V. GONCALVEZ



Cette soirée s'est poursuivie, autour d'un dîner convivial dans un restaurant typiquement... Niçois... évidemment !

James ROLLAND

Les Alpes-Maritimes en AG: suite

En marge de son Assemblée Générale (voir page 3) la fédération des Alpes Maritimes a lancé une nouvelle opération de collage d'envergure. L'objectif était d'occuper les espaces d'expression libre : c'est chose faite. Vous voulez rejoindre les équipes militantes ? N'hésitez pas à contacter la fédération :

fede06@cnip.fr



Ça bouge en Ile de France

À la rentrée les fédérations franciliennes seront sur le pont avec le retour des Yvelines, du Val de Marne, de la Seine-Saint Denis et du Val d'Oise. Une très bonne nouvelle pour notre formation après une longue éclipse sur les départements de la couronne parisienne



Réunions publiques, sessions formations
des cadres, dîners fédéraux,
manifestations...
l'actualité des fédérations,
des délégations et sections locales,
c'est ici !

Faites-nous parvenir vos actualités
sur evenements@cnip.fr

A Paris

Une fédération mobilisée avec des actions contre l'installation d'immigrés sans papier dans une école désaffectée et la multiplication des vols dans les églises de la capitale. La fédération capitale est très active et en plein développement n'hésitez pas à la contacter :

fedeParis@cnip.fr



Adhérez au CNIP

**pour soutenir vos idées,
prendre
des responsabilités
et participer
aux décisions du parti.**

Le CNIP, la maison commune
de la Droite depuis 70 ans



CNIP
47 boulevard de Courcelles
75008 PARIS - www.cnip.fr

